



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session¹

Nouvelles dates à confirmer

**Évaluation des résultantes de l'Organisation 2019 – Résultats régionaux
pour l'Afrique**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale
ARC-Secretariat@fao.org

¹ Session initialement prévue du 23 au 27 mars 2020, à Victoria Falls (Zimbabwe).

I. Introduction

1. La présente annexe web expose les principaux résultats de l'Évaluation des résultantes de l'Organisation 2019 pour la région Afrique. Les résultats à l'échelle mondiale sont présentés dans le rapport sur l'exécution du programme 2018-2019, soumis à la cent soixante-quatrième session du Conseil, en juillet 2020.
2. Les résultantes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) permettent de déterminer si les pays ont apporté les changements nécessaires et mis en place les capacités requises pour atteindre les objectifs stratégiques (OS), dans les domaines relevant du mandat de l'Organisation. Elles font également apparaître les améliorations apportées par la communauté internationale à l'environnement porteur au plan mondial, par exemple par l'élaboration de cadres d'action et de normes et standards internationaux. L'évolution des indicateurs de résultantes est le résultat des politiques et programmes mis en œuvre par l'ensemble des parties prenantes clés: la FAO, ses Membres et les partenaires de développement. La FAO y contribue aux côtés d'autres acteurs, et les progrès obtenus ne peuvent donc pas être attribués aux seules activités de l'Organisation. Les renseignements obtenus dans le cadre de cette évaluation permettent à la FAO de juger de sa contribution et de mieux cibler son appui.
3. Dans le Cadre de résultats 2018-2019 de la FAO², 41 indicateurs permettent de suivre 20 résultantes associées aux 5 objectifs stratégiques (à savoir 4 indicateurs pour l'OS1, 9 pour l'OS2, 12 pour l'OS3, 8 pour l'OS4 et 8 pour l'OS5).
4. Pour mesurer les progrès obtenus au regard des indicateurs associés aux résultantes, la FAO conduit une Évaluation des résultantes de l'Organisation à la fin de chaque exercice biennal. Elle collecte à cette fin des données primaires (issues d'enquêtes) et des données secondaires (issues de bases de données), notamment sur les politiques publiques et les textes législatifs d'un échantillon représentatif des pays dans lesquels elle exécute un programme de travail déterminant.
5. Les données primaires sont collectées au moyen d'un questionnaire détaillé (enquête associée à l'Évaluation des résultantes de l'Organisation), soumis à un nombre important de personnes appartenant à six grands groupes de parties prenantes (ministères compétents, organismes du système des Nations Unies, donateurs internationaux et institutions financières internationales, instituts de recherche et universités, société civile et secteur privé). L'Évaluation des résultantes de l'Organisation 2019 a été réalisée dans un échantillon de 69 pays, dont 27 pays africains (tableau 1.1). L'échantillon a été défini à partir des activités menées par la FAO dans les pays et des principaux indicateurs associés au domaine d'action de chaque objectif stratégique, afin de pouvoir tirer des conclusions aux niveaux régional et mondial. Le questionnaire était organisé en cinq sections, une pour chaque objectif stratégique de la FAO, et a permis d'évaluer les principales dimensions de l'environnement porteur au niveau national en 2015 (mesures établies rétrospectivement) et en 2019 (fin de la période considérée), ainsi que la contribution de la FAO aux progrès accomplis dans le pays au regard des résultantes.
6. Les données secondaires sont compilées en rassemblant les informations statistiques disponibles dans les bases de données publiques (la base de données mondiale de l'ONU relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable [ODD] et FAOSTAT, entre autres) et en évaluant la pertinence des documents relatifs aux politiques et aux lois produits au niveau des pays³. On ne dispose pas de données secondaires pour toutes les années, notamment les plus récentes. Dans ce

² Ce document contient de brèves descriptions des indicateurs destinées à faciliter la lecture des figures et des chiffres. Les libellés complets des indicateurs figurent dans le document CL 158/3 Annexe web 1: Cadre de résultats 2018-2019 – Objectifs stratégiques et fonctionnels; lien: www.fao.org/3/a-mu963f.pdf.

³ Pour plus d'informations sur la méthode utilisée pour l'Évaluation des résultantes de l'Organisation 2019, veuillez vous adresser au Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources.

cas, les données disponibles les plus récentes sont utilisées pour établir les indicateurs pour lesquels les données secondaires représentent la seule source de données.

Tableau 1. Liste des pays ayant participé à l'Évaluation des résultantes de l'Organisation 2019 (nombre total de pays de la région figurant dans l'échantillon/nombre total de pays de l'échantillon)

Afrique (27/69)	Asie et Pacifique (13/69)	Europe et Asie centrale (9/69)	Amérique latine et Caraïbes (13/69)	Proche-Orient et Afrique du Nord (7/69)
Angola	Afghanistan	Arménie	Argentine	Égypte
Burkina Faso	Bangladesh	Azerbaïdjan	Belize	Iraq
Burundi	Cambodge	Géorgie	Brésil	Jordanie
Cabo Verde	Inde	Macédoine du Nord	Colombie	Liban
Cameroun	Mongolie	République de Moldova	El Salvador	Maroc
République centrafricaine	Myanmar	Tadjikistan	Guatemala	Arabie saoudite
République démocratique du Congo	Népal	Turquie	Haïti	Soudan
Éthiopie	Pakistan	Ukraine	Honduras	
Ghana	Philippines	Ouzbékistan	Mexique	
Guinée	Îles Salomon		Pérou	
Kenya	Sri Lanka		Sainte-Lucie	
Madagascar	Thaïlande		Suriname	
Malawi	Viet Nam		Uruguay	
Mozambique				
Niger				
Nigéria				
Rwanda				
Sao Tomé-et-Principe				
Sénégal				
Sierra Leone				
Somalie				
Soudan du Sud				
Swaziland				
Ouganda				
République-Unie de Tanzanie				
Zambie				
Zimbabwe				

7. Chaque indicateur de résultante est obtenu en combinant un certain nombre de sous-indicateurs à partir de données provenant de sources primaires et/ou secondaires, y compris des examens de politiques et de lois. Afin de veiller à la clarté des définitions et à la cohérence des mesures d'un pays à l'autre, chaque élément est étayé, selon que de besoin, par des qualificatifs ou critères.
8. Les informations qualitatives collectées sur chaque élément de mesure (sous-indicateur et qualificatifs et/ou critères) sont transcrites en valeurs comprises entre zéro et un. Les scores des indicateurs de résultante sont ensuite calculés en faisant la moyenne des valeurs des sous-indicateurs. Les résultats à l'échelle nationale sont établis par agrégation au niveau de chaque groupe de parties prenantes, puis de l'ensemble des groupes du pays, et les estimations ainsi obtenues sont converties en cinq niveaux de résultats de taille égale: faible (0,0-0,2); moyen-faible (0,2-0,4); moyen (0,4-0,6); moyen-élevé (0,6-0,8); élevé (0,8-1,0). Enfin, les résultats régionaux et mondiaux sont établis par extrapolation des scores réalisés pour les différents indicateurs de résultante par les pays figurant dans l'Évaluation des résultantes de l'Organisation 2019, en fonction du nombre total de pays dans lesquels la FAO intervient et a mené un programme de travail non négligeable ou déterminant (153 pays au niveau mondial).
9. Pour chaque indicateur de résultante, la variation des résultats des pays est mesurée en calculant la différence entre les scores des années 2019 (fin de la période considérée) et 2015 (année de référence). Elle est ensuite classée en trois catégories, «amélioration», «aucun changement majeur» et «aggravation», selon l'évolution du niveau des résultats. Cette variation est calculée uniquement si l'on dispose pour un même pays de données relatives à 2015 et à 2019. Les résultats régionaux sont établis en calculant le nombre total de pays qui sont passés d'un niveau de résultats à un autre, supérieur ou inférieur. Ces résultats sont extrapolés à la population totale des pays dans lesquels la FAO mène des activités, et une estimation est établie en fonction des coefficients de pondération appliqués à l'échantillon.
10. Pour aider à évaluer la contribution de la FAO au changement de niveau de résultats des pays, les questionnaires comprennent une question directe visant à recueillir le sentiment des personnes interrogées sur ce sujet. Chaque personne interrogée a été invitée à indiquer si la contribution de la FAO à l'amélioration des résultats du pays a été importante, modérée ou négligeable. Ces résultats ont ensuite été extrapolés à la population totale des pays dans lesquels la FAO mène des activités, en fonction des coefficients de pondération appliqués à l'échantillon.
11. Les résultats sont organisés par objectif stratégique et décrits par indicateur⁴, en considérant:
 - l'évolution des résultats obtenus par les pays entre 2015 et 2019 (c'est-à-dire la proportion de pays dans chacune des catégories «amélioration», «aucun changement majeur» et «aggravation»);
 - la contribution de la FAO à l'évolution des résultats des pays (c'est-à-dire la contribution de la FAO au changement enregistré entre 2015 et 2019, telle que perçue par les personnes ayant répondu à l'enquête menée dans le cadre de l'Évaluation des résultantes de l'Organisation; les résultats sont présentés uniquement pour les indicateurs de résultante qui ont cette enquête comme source de données);
 - la répartition des pays par niveau de résultats en 2015 et en 2019 (c'est-à-dire la proportion de pays classés à chacun des niveaux de résultat – «faible» à «élevé» – d'après le score obtenu pour les indicateurs de résultante, en 2015 et en 2019).
12. Les résultats ne sont pas communiqués pour certains indicateurs, car les données nécessaires pour les estimer ne sont pas disponibles ou sont de très médiocre qualité. Ces indicateurs sont signalés sous l'objectif stratégique correspondant dans les sections ci-après.

⁴ Les pourcentages sont arrondis au nombre entier le plus proche afin d'en faciliter la présentation. La somme de ces pourcentages est égale à 100 pour cent si l'on tient compte des décimales.

II. Vue d'ensemble

13. L'Évaluation des résultantes de l'Organisation a été menée dans 27 pays africains.

Tableau 2. Liste des pays africains pris en compte dans l'Évaluation des résultantes de l'Organisation, par objectif stratégique

OS	Nombre de pays	Pays
OS1	10	Burundi, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Somalie, Zambie
OS2	11	Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Kenya, Mozambique, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Zambie, Zimbabwe
OS3	4	Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sierra Leone
OS4	6	Angola, Eswatini, Éthiopie, Ouganda, Sao Tomé-et-Principe, Soudan du Sud
OS5	11	Cabo Verde, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan du Sud

14. Les estimations communiquées pour mesurer les progrès des résultantes de la FAO au niveau de la région Afrique ont été calculées sur 23 des 41 indicateurs de résultante⁵ couvrant les cinq objectifs stratégiques. Les autres estimations ne sont pas transmises, car les données correspondantes pour les années 2015 et 2019 ne sont pas disponibles ou sont de médiocre qualité (faible couverture géographique et/ou données lacunaires).
15. La plupart des pays de la région présentent une amélioration pour 12 des 23 indicateurs de résultante. Pour les 10 indicateurs restants, aucun changement majeur n'a été constaté dans la plus grande partie des pays.
16. Si l'on considère les 12 indicateurs pour lesquels des progrès ont été constatés, 5 indicateurs (3.2.A, 4.1.B, 4.3.A, 5.1.A, 5.3.A) témoignent d'une amélioration dans plus de 80 pour cent des pays de la région.
17. D'un autre côté, dans plus de 85 pour cent des pays de la région, aucun changement important n'a été relevé pour 10 indicateurs sur la période comprise entre 2015 et 2019.
18. La contribution de la FAO à l'amélioration des résultats est évaluée à partir d'un ensemble de 20 indicateurs, à partir de données de bonne qualité pour 2015 comme pour 2019. La contribution de la FAO est considérée comme modérée ou importante par tous les pays pour 19 des 20 indicateurs.

Objectif stratégique 1. Contribuer à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition

19. L'objectif stratégique 1 (OS1) axe l'action sur l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Dans l'évaluation des résultantes de l'Organisation 2019, la contribution à cet objectif a été mesurée au moyen des indicateurs de résultante ci-après.

⁵ Y compris le 4.1.A, qui n'a pas de représentation graphique étant donné qu'il s'agit d'un indicateur binaire.

Tableau 3. Brève description des indicateurs de résultante de l'OS1 et source des données		
1.1.A	Adoption de politiques, de stratégies et de programmes d'investissement sectoriels et/ou intersectoriels complets visant à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030 et étayés par un cadre juridique	Données secondaires
1.2.A	Mécanismes inclusifs de gouvernance, de coordination et de reddition de comptes en place	Données primaires
1.3.A	Utilisation d'éléments factuels issus d'analyses complètes et intersectorielles pour éclairer les décisions des pouvoirs publics en matière de politiques et de programmes d'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes	Données primaires
1.4.A	Mise en œuvre efficace des politiques, stratégies et programmes d'investissement, mesurée à l'aune des dépenses publiques dans le secteur agricole (ODD 2.A.1) et des ressources humaines gouvernementales	Données primaires et secondaires

20. Dans la plus grande partie des pays de la région Afrique, les résultats ne font état d'aucun changement majeur pour trois indicateurs (1.1.A, 1.3.A, 1.4.A) et témoignent d'une amélioration pour l'indicateur 1.2.A. Cependant, la contribution de la FAO à la réalisation de l'OS1 durant la période 2015-2019 est généralement considérée comme importante en Afrique (plus de 85 pour cent des pays) pour trois indicateurs.
21. Pour chacun des indicateurs de résultante de l'OS1, la figure 1.1 présente la répartition des pays en fonction de l'évolution de leur niveau de résultats sur la période 2015-2019 en Afrique. La figure 1.2 montre la contribution de la FAO à cette évolution. Les figures 1.3 et 1.4 illustrent la répartition des pays par niveau de résultats en 2019 et en 2015, respectivement.

Indicateur de résultante 1.1.A

22. Concernant l'adoption de politiques et stratégies et d'un cadre juridique pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes, les résultats ne montrent aucun changement notable dans 56 pour cent des pays africains, et font état d'une aggravation de la situation dans 40 pour cent des pays et d'une amélioration dans les 4 pour cent restants. En 2019, 69 pour cent des pays atteignent le niveau de résultats moyen-faible ou faible; 26 pour cent, le niveau moyen; et 4 pour cent, le niveau moyen-élevé. En 2015, pour ce même indicateur, 60 pour cent des pays se trouvaient au niveau moyen et 40 pour cent au niveau moyen-faible.

Indicateur de résultante 1.2.A

23. Les résultats témoignent d'une amélioration dans la mise en place de mécanismes inclusifs de gouvernance, de coordination et de reddition de compte dans 67 pour cent des pays africains, les 33 pour cent restants n'affichant aucun changement majeur sur la période considérée. En 2019, la plupart des pays (90 pour cent) atteignent le niveau de résultats moyen-élevé ou élevé, et 10 pour cent, le niveau moyen. En 2015, la moitié des pays affichaient un score moyen-élevé; 39 pour cent, un score moyen; et 10 pour cent, un score faible.

Indicateur de résultante 1.3.A

24. Les résultats indiquent que, pour la majeure partie des pays (85 pour cent), la situation n'a guère évolué concernant l'utilisation de données factuelles issues d'analyses intersectorielles complètes pour éclairer la prise de décisions en matière de politiques et de programmes dans les domaines d'activité relevant de l'OS1; seuls les 15 pour cent de pays restants ont amélioré leur niveau de résultats. En 2019, 69 pour cent des pays atteignent le niveau moyen-élevé; 21 pour cent, le niveau moyen; et 10 pour cent, le niveau moyen-faible. En 2015 toutefois, 54 pour cent des pays étaient au niveau moyen-élevé; 35 pour cent, au niveau moyen; et 10 pour cent, au niveau moyen-faible.

Indicateur de résultante 1.4.A

25. Concernant la mise en œuvre efficace de politiques, de stratégies et de programmes d'investissement durant la période 2015-2019, on n'enregistre aucun changement majeur dans 65 pour cent des pays, mais les autres 35 pour cent améliorent leur niveau de résultats. En 2019, 33 pour cent des pays atteignent le niveau de résultats moyen, les 66 pour cent restants se classant au niveau moyen-faible ou faible. En 2015, ils n'étaient que 4 pour cent au niveau de résultats moyen, tandis que 96 pour cent des pays se trouvaient au niveau moyen-faible ou faible.

Contribution de la FAO

26. La contribution de la FAO sur cette période de quatre ans a été évaluée pour trois indicateurs de l'OS1 (1.2.A, 1.3.A et 1.4.A) et a été jugée importante par la plupart des pays dans les trois cas. Plus précisément, la contribution de la FAO en matière d'utilisation de données factuelles dans la prise de décisions relatives aux politiques et aux programmes (1.3.A) et de mécanismes inclusifs de gouvernance, de coordination et de reddition de compte (1.2.A) a été perçue comme importante par 96 pour cent et 90 pour cent des pays, respectivement. Par ailleurs, ils ont été 86 pour cent à indiquer que le rôle de la FAO avait été important dans la mise en place de politiques, de stratégies et de programmes d'investissement (1.4.A).
27. L'indicateur 1.1.A est fondé uniquement sur des données secondaires (un examen des politiques et des lois) et n'a donc pas donné lieu à une évaluation de la contribution de la FAO.

Figure 1.1. Répartition des pays par type de changement de leur niveau de résultats sur la période 2015-2019, par indicateur de l'OS1

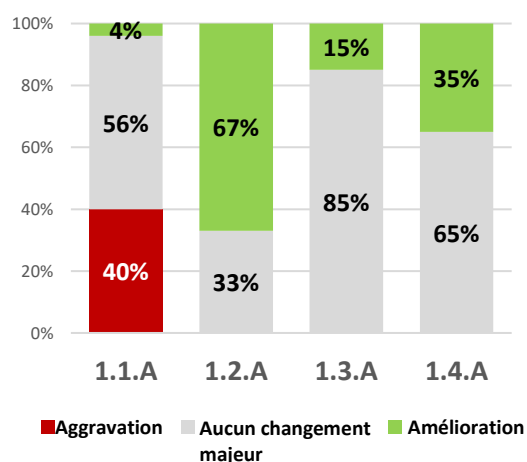


Figure 1.2. Contribution de la FAO au changement sur la période 2015-2019 (en % des pays), par indicateur de l'OS1

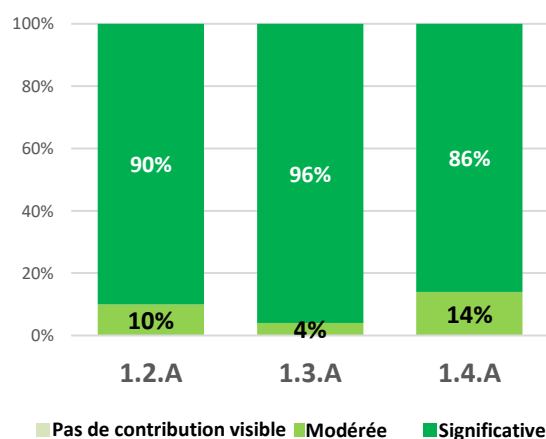


Figure 1.3. Pourcentage de pays par niveau de résultats et par indicateur de l'OS1 en 2019

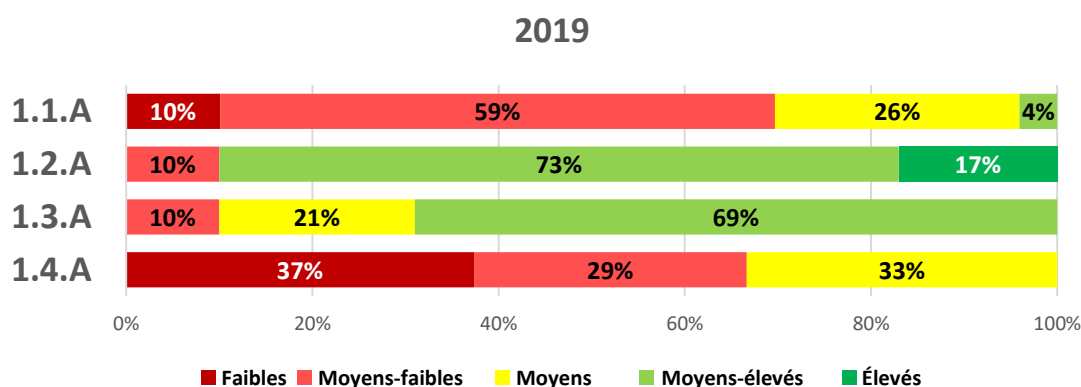
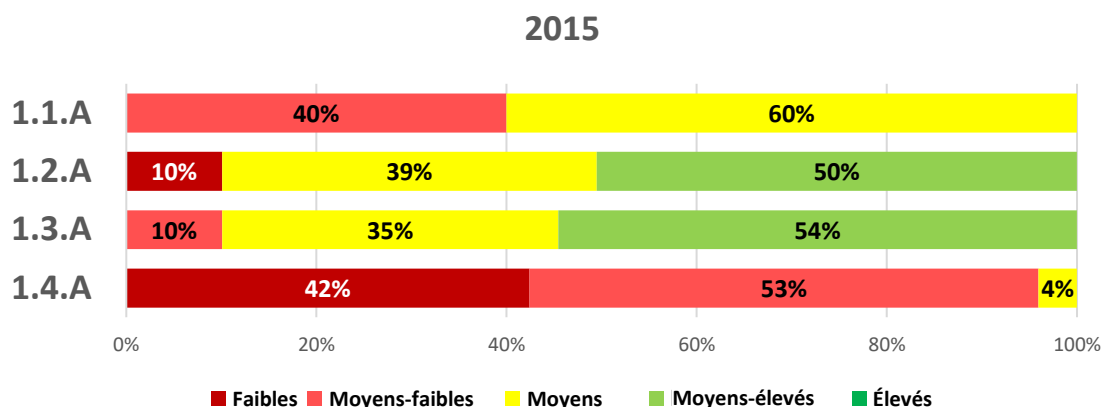


Figure 1.4. Pourcentage de pays par **niveau de résultats** et par indicateur de l'OS1 en 2015

Objectif stratégique 2 – Rendre l’agriculture, les forêts et la pêche plus productives et plus durables

28. L’objectif stratégique 2 (OS2) concentre les efforts sur l’amélioration de la productivité et de la durabilité de l’agriculture, des forêts et des pêches. Dans l’évaluation des résultantes de l’Organisation 2019, la contribution à cet objectif a été mesurée au moyen des indicateurs de résultante ci-après.

<i>Tableau 4. Brève description des indicateurs de résultante de l'OS2 et source des données</i>		
2.1.A	Adoption par les producteurs de pratiques visant à accroître la productivité agricole de manière durable	Données primaires
2.1.B	Présentation au Comité des pêches de rapports sur la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable, établi par la FAO	Données secondaires
2.1.C*	Progrès vers la gestion durable des forêts (ODD 15.2.1)	Données secondaires
2.2.A	Politiques et programmes d’investissement correspondants favorisant une agriculture, des forêts et des pêches durables et tenant explicitement compte de la productivité et des revenus, de l’atténuation du changement climatique et de l’adaptation à ses effets, et de la conservation de l’environnement, et favorisant la coordination intersectorielle	Données primaires
2.3.A	Rapports nationaux analysant les indicateurs des ODD pertinents pour l’OS2, sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l’horizon 2030, portant sur l’agriculture, les forêts et les pêches durables	Données secondaires
2.3.B*	Communication relative à la mise en place ou à la mise en œuvre d’une politique/une stratégie/un plan intégré visant à améliorer l’aptitude des pays à s’adapter aux incidences négatives des changements climatiques, à renforcer leur résilience face à ces changements et à favoriser de faibles émissions de gaz à effet de serre, sans menacer la production alimentaire (ODD 13.2.1)	Données secondaires
2.3.C*	Degré de mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (ODD 14.6.1)	Données secondaires

2.3.D	Aide publique au développement consacrée à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes	Données secondaires
2.4.A	Disponibilité, accessibilité, qualité et utilisation de données sectorielles/intersectorielles et d'outils/de produits d'analyse dans la prise de décisions en matière d'agriculture, de forêts et de pêches	Données primaires

* Les résultats régionaux ne sont pas communiqués pour cet indicateur car les données nécessaires pour l'estimer ne sont pas disponibles ou sont de très médiocre qualité.

29. Globalement, les résultats font état d'une amélioration dans la moitié environ des pays pour les quatre indicateurs évalués (2.1.A, 2.2.A, 2.3.D et 2.4.A), mais il faut noter que, pour l'indicateur 2.3.D, la situation a empiré dans les pays qui constituent les 48 pour cent restants. Presque tous les pays ont jugé la contribution de la FAO importante pour les trois indicateurs sur lesquels cette contribution a été évaluée (2.1.A, 2.2.A et 2.4.A).

30. Pour chacun des indicateurs de résultante de l'OS2, la figure 2.1 présente la répartition des pays par type de changement de leur niveau de résultats sur la période 2015-2019; la figure 2.2 montre la contribution de la FAO à cette évolution; et les figures 2.3 et 2.4 illustrent la répartition des pays par niveau de résultats en 2019 et en 2015, respectivement.

Indicateur de résultante 2.1.A

31. Sur la période considérée, les résultats montrent que 44 pour cent des pays ont amélioré leur niveau de résultat, tandis que les 56 pour cent restants n'enregistraient aucun changement notable dans l'adoption de pratiques propres à accroître durablement la productivité agricole. En 2019, 87 pour cent des pays atteignent le niveau de résultats élevé ou moyen-élevé, et 13 pour cent, le niveau moyen. En 2015, la moitié des pays se classaient au niveau de résultats moyen-élevé et l'autre moitié, au niveau moyen.

Indicateur de résultante 2.1.B

32. En 2019, la majorité des pays (97 pour cent) sont au niveau de résultats moyen pour ce qui est de la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO, tandis que 3 pour cent se trouvent au niveau moyen-élevé.

33. Les résultats obtenus en 2015 selon cet indicateur ne sont pas communiqués car les informations statistiques de base ne sont pas disponibles.

Indicateur de résultante 2.2.A

34. Au cours des quatre dernières années, 55 pour cent des pays ont amélioré leurs politiques et programmes d'investissement associés dans les domaines d'activité de l'OS2 et 45 pour cent n'ont enregistré aucun changement majeur. En 2019, 100 pour cent des pays atteignent un niveau de résultats élevé concernant ce moyen d'action propice au domaine d'activité de l'OS2. En 2015, en revanche, 45 pour cent ont atteint le niveau de résultats élevé; 51 pour cent, le niveau moyen-élevé; et les 4 pour cent restants, le niveau moyen.

Indicateur de résultante 2.3.A

35. En 2019, 13 pour cent des pays enregistrent un score élevé en matière de publication de rapports nationaux volontaires portant sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et couvrant les indicateurs des ODD pertinents pour l'OS2. Cette même année, 64 pour cent se classent au niveau moyen et 23 pour cent, au niveau moyen-faible ou faible.

36. Les résultats obtenus en 2015 selon cet indicateur ne sont pas communiqués car les informations statistiques de base ne sont pas disponibles, les pays n'ayant publié ces rapports nationaux qu'à partir de 2016.

Indicateur de résultante 2.3.D

37. Au cours de la période 2015-2019, 52 pour cent des pays ont amélioré leur niveau de résultats en mobilisant une aide publique au développement pour financer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes, mais les 48 pour cent restants ont vu leur niveau de résultat se dégrader. Les résultats indiquent que, en 2019, 74 pour cent des pays atteignent le niveau moyen-élevé ou élevé; 24 pour cent, le niveau moyen; et 2 pour cent, le niveau moyen-faible. En 2015, ils étaient 67 pour cent à se classer au niveau moyen-élevé ou élevé et 33 pour cent, au niveau moyen-faible.

Indicateur de résultante 2.4.A

38. Sur la période 2015-2019, la disponibilité et l'accessibilité de données et d'informations et leur utilisation dans les processus décisionnels se sont améliorées dans plus de la moitié des pays (51 pour cent) et n'ont pas évolué dans les autres 49 pour cent. Si l'on considère le classement par niveau de résultats, en 2019, 83 pour cent des pays atteignent le niveau moyen-élevé et 17 pour cent, le niveau moyen, tandis qu'en 2015 ils étaient 33 pour cent à se placer au niveau moyen-élevé et 67 pour cent, au niveau moyen.

Contribution de la FAO

39. Tous les pays ont salué la contribution de la FAO aux changements mesurés à l'aide des trois indicateurs disponibles (2.1.A, 2.2.A et 2.4.A) dans le domaine d'activité de l'OS2, sur la période 2015-2019. Ainsi, sur la question de la disponibilité et de l'utilisation d'outils d'analyse dans les processus décisionnels (2.4.A), 98 pour cent des pays ont jugé la contribution de l'Organisation importante, les 2 pour cent restants la qualifiant de modérée. Concernant l'adoption de pratiques propres à accroître la productivité agricole (2.1.A) ainsi que les politiques et programmes d'investissement dans les domaines d'activité relevant de l'OS2 (2.2.A), 96 pour cent des pays ont jugé la contribution de la FAO importante et 4 pour cent, modérée.

Figure 2.1. Répartition des pays par type de changement de leur niveau de résultats sur la période 2015-2019, par indicateur de l'OS2

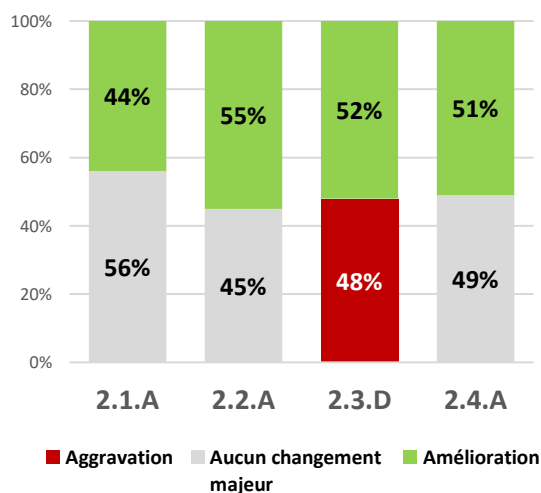


Figure 2.2. Contribution de la FAO au changement sur la période 2015-2019 (en % des pays), par indicateur de l'OS2

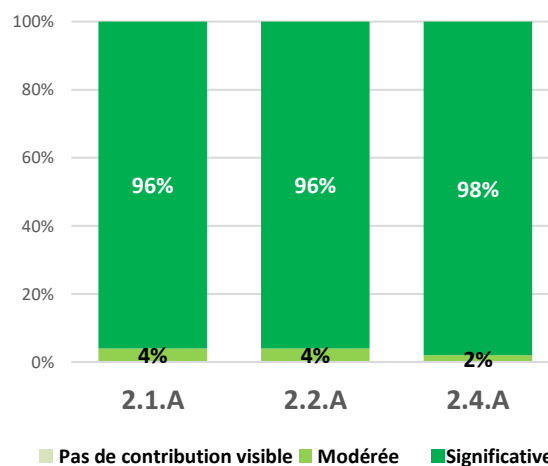
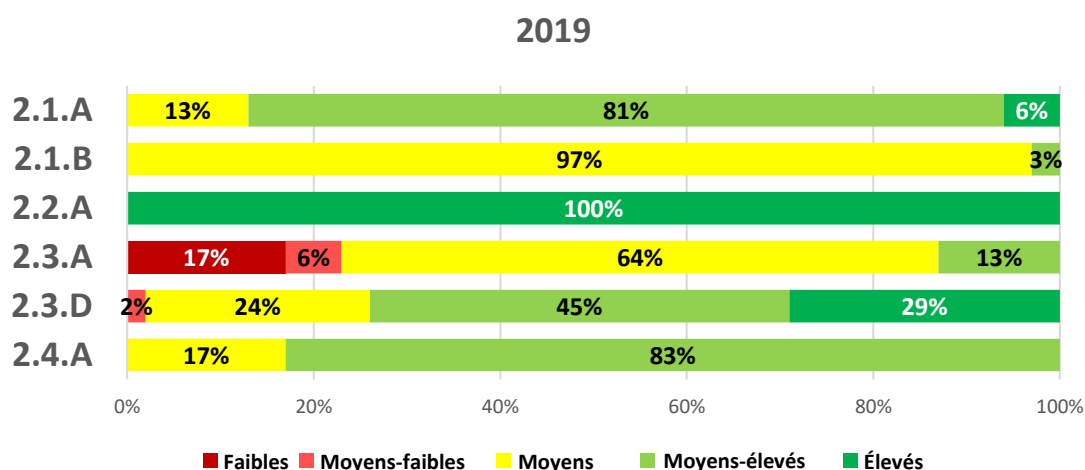
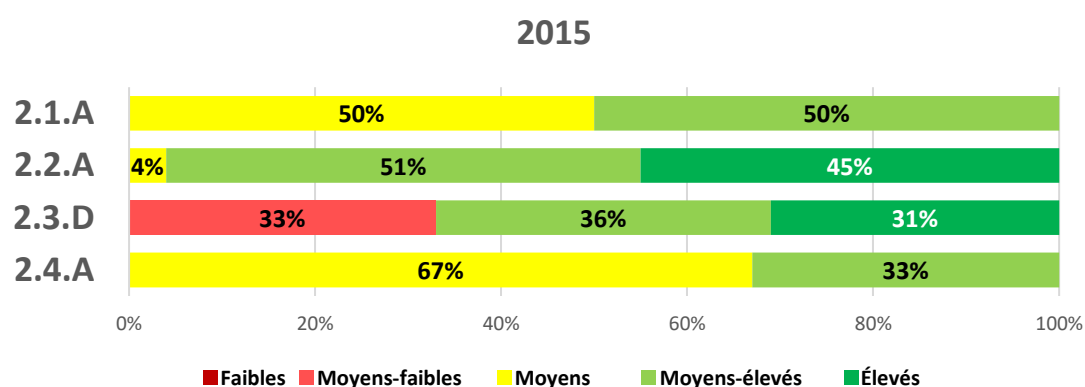


Figure 2.3. Pourcentage de pays par *niveau de résultats* et par indicateur de l'OS2 en 2019Figure 2.4. Pourcentage de pays par *niveau de résultats* et par indicateur de l'OS2 en 2015

Objectif stratégique 3 – Réduire la pauvreté rurale

40. L'objectif stratégique 3 (OS3) axe l'action sur la réduction de la pauvreté rurale et sur un développement rural multisectoriel et durable. Dans l'évaluation des résultantes de l'Organisation 2019, la contribution à cet objectif a été mesurée au moyen des indicateurs de résultante ci-après.

<i>Tableau 5. Brève description des indicateurs de résultante de l'OS3 et source des données</i>		
3.1.A	Stratégies visant l'autonomisation des ruraux pauvres et l'élimination des obstacles qui empêchent les pauvres – hommes et femmes – d'accéder aux ressources productives, aux services, aux technologies et aux marchés	Données primaires
3.1.B	Capacités des organisations rurales, des institutions gouvernementales et d'autres parties prenantes à améliorer l'accès des pauvres – hommes et femmes – aux ressources productives, aux services, aux technologies et aux marchés	Données primaires
3.1.C*	Mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs (ODD 14.B.1)	Données secondaires

3.1.D*	a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par type de droit (ODD 5.A.1)	Données secondaires
3.1.E*	Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres (ODD 5.A.2)	Données secondaires
3.2.A	Ensemble d'institutions et de stratégies visant à créer des emplois ruraux décents, notamment pour les femmes et les jeunes	Données primaires
3.3.A	Systèmes de protection sociale faisant le lien avec la réduction de la pauvreté rurale, la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que la gestion durable des ressources naturelles	Données primaires
3.3.B*	Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale (ODD 1.3.1)	Données secondaires
3.3.C*	Proportion des dépenses publiques totales affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale) (ODD 1.A.2)	Données secondaires
3.3.D*	Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi, en proportion des budgets nationaux et du PIB (ODD 8.B.1)	Données secondaires
3.4.A	Stratégies de développement multisectorielles et complètes visant la réduction de la pauvreté rurale	Données primaires
3.4.B*	Proportion des ressources directement allouées par l'État à des programmes de réduction de la pauvreté (ODD 1.A.1)	Données secondaires

* Les résultats régionaux ne sont pas communiqués pour cet indicateur car les données nécessaires pour l'estimer ne sont pas disponibles ou sont de très médiocre qualité.

41. Pour chacun des indicateurs de résultante de l'OS3, la figure 3.1 présente la répartition des pays par type de changement de leur niveau de résultats sur la période 2015-2019; la figure 3.2 montre la contribution de la FAO à cette évolution; et les figures 3.3 et 3.4 illustrent la répartition des pays par niveau de résultats en 2019 et en 2015, respectivement.
42. Durant l'exercice biennal, la plupart des pays ont enregistré des progrès au regard des indicateurs 3.2.A, 3.3.A et 3.4.A, tandis que la situation mesurée à l'aide des indicateurs 3.1.A et 3.1.B ne présentait aucun changement notable dans la majorité des pays (plus de 70 pour cent). La contribution de la FAO a été jugée importante ou modérée dans toute la région et pour tous les indicateurs, à l'exception de l'indicateur 3.3.A, pour lequel 43 pour cent des pays n'ont observé aucune contribution visible.

Indicateur de résultante 3.1.A

43. Entre 2015 et 2019, 29 pour cent des pays ont amélioré l'autonomisation des ruraux pauvres et l'accès de ces populations aux ressources productives, tandis que les 71 pour cent restants n'affichaient aucun changement notable. En 2019, tous les pays se classent au niveau moyen-élevé

ou élevé, alors qu'en 2015 ils n'étaient que 86 pour cent dans ce cas; 10 pour cent se trouvaient alors au niveau moyen; et 5 pour cent, au niveau moyen-faible.

Indicateur de résultante 3.1.B

44. De même, les capacités à améliorer l'équité d'accès aux ressources productives, aux services appropriés, aux organisations et aux marchés ont été améliorées dans 14 pour cent des pays et sont restées au même niveau dans les autres 86 pour cent sur la période 2015-2019. En 2019, tous les pays affichent un niveau de résultats moyen au regard de cet indicateur, alors qu'en 2015 ils n'étaient que 86 pour cent à atteindre le niveau moyen, 14 pour cent se classant au niveau moyen-faible.

Indicateur de résultante 3.2.A

45. Au cours de la période de référence, 85 pour cent des pays ont fait progresser leur ensemble de politiques, d'institutions et d'interventions destinées à créer des emplois ruraux décents, tandis que les 15 pour cent restants n'affichaient aucun changement notable. En 2019, 13 pour cent des pays atteignent le niveau de résultats moyen-élevé; 72 pour cent, le niveau moyen; et 15 pour cent, le niveau moyen-faible. Pour ce même indicateur, en 2015, 87 pour cent des pays se trouvaient au niveau moyen-faible et 13 pour cent, au niveau moyen.

Indicateur de résultante 3.3.A

46. Sur le plan de la protection sociale, 62 pour cent des pays ont montré des améliorations en Afrique, tandis que 38 pour cent ne faisaient état d'aucun changement sur la période considérée. En 2019, 17 pour cent des pays se classent au niveau de résultats moyen-élevé et 83 pour cent, au niveau moyen, alors qu'en 2015 la majorité des pays (58 pour cent) étaient au niveau moyen-faible; 29 pour cent, au niveau moyen; et 13 pour cent au niveau moyen-élevé.

Indicateur de résultante 3.3.C

47. Concernant les dépenses de l'État consacrées aux services essentiels, 51 pour cent des pays obtiennent un score moyen-élevé en 2019. Cette même année, 26 pour cent se classent au niveau moyen-faible et 22 pour cent, au niveau faible.
48. Aucun résultat n'est communiqué pour cet indicateur en 2015 car les données nécessaires à son estimation sont de très médiocre qualité.

Indicateur de résultante 3.4.A

49. Durant la période de référence, 75 pour cent des pays ont amélioré leurs capacités à mettre en place des politiques visant à réduire la pauvreté rurale et 25 pour cent n'ont apporté aucun changement. La part des pays se classant aux niveaux moyen-élevé et élevé est de 76 pour cent en 2019, les 25 pour cent restants se situant au niveau moyen. En 2015 toutefois, ils étaient 13 pour cent au niveau moyen-élevé, la majorité (87 pour cent) se trouvant au niveau moyen.

Contribution de la FAO

50. La majorité des pays ont jugé que la FAO avait apporté une contribution modérée ou importante aux résultantes de l'OS3. Tous les pays ont qualifié d'importante ou de modérée l'aide fournie par l'Organisation en matière d'amélioration de l'accès des ruraux pauvres aux ressources productives, aux services, aux technologies et aux marchés (3.1.A) et de renforcement des capacités des organisations rurales, des institutions gouvernementales et d'autres parties prenantes (3.1.B). De même, la contribution de la FAO a été perçue comme importante ou modérée en matière d'emploi rural décent (3.2.A) et de développement de stratégies visant à réduire la pauvreté rurale (3.4.A). Concernant les systèmes de protection sociale (3.3.A), 32 pour cent des pays ont considéré que les activités de la FAO avaient été importantes, 25 pour cent, qu'elles avaient été modérément utiles, et 43 pour cent qu'elles n'avaient apporté aucune contribution visible.

Figure 3.1. Répartition des pays par type de changement de leur niveau de résultats sur la période 2015-2019, par indicateur de l'OS3

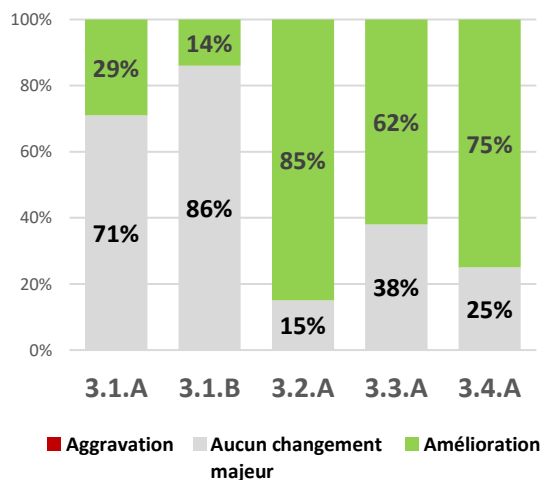


Figure 3.2. Contribution de la FAO au changement sur la période 2015-2019 (en % des pays), par indicateur de l'OS3

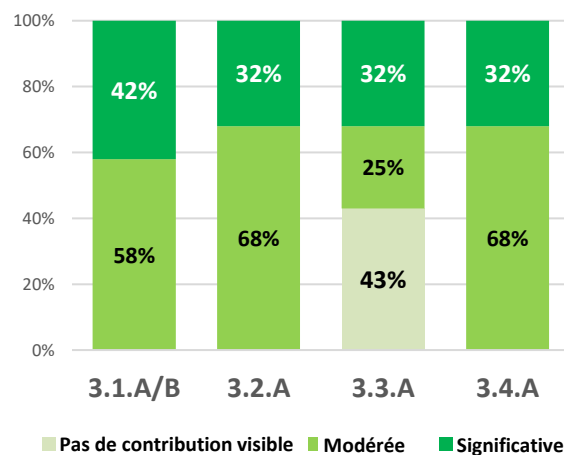


Figure 3.3. Pourcentage de pays par niveau de résultats et par indicateur de l'OS3 en 2019

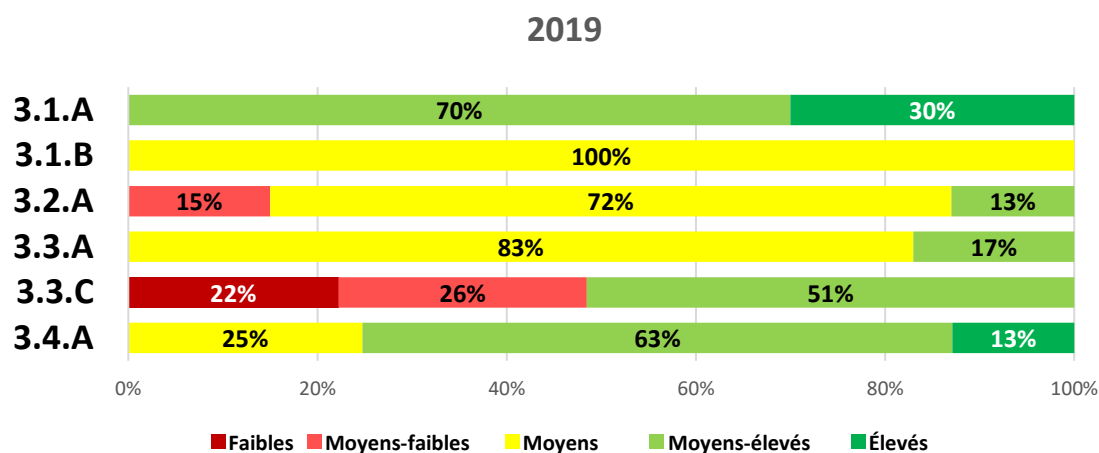
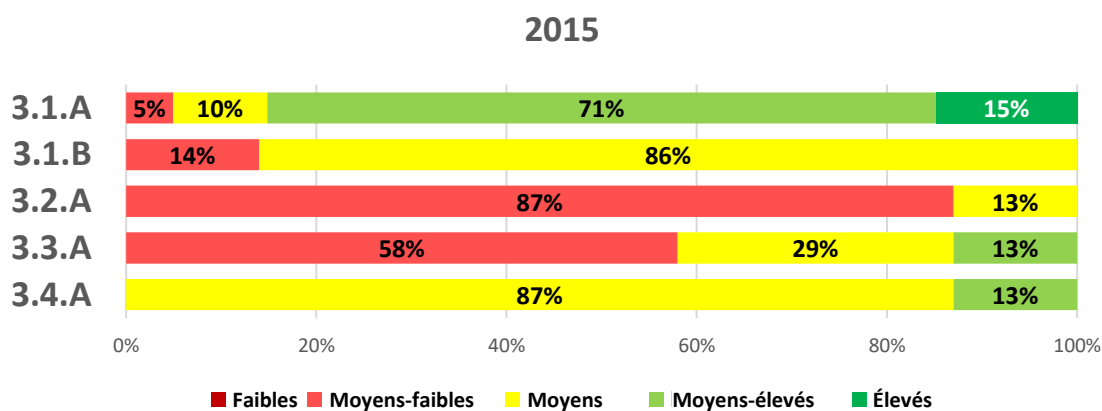


Figure 3.4. Pourcentage de pays par niveau de résultats et par indicateur de l'OS3 en 2015



Objectif stratégique 4 – Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces

51. L'objectif stratégique 4 (OS4) fait porter les efforts sur l'obtention de systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces. Dans l'évaluation des résultantes de l'Organisation 2019, la contribution à cet objectif a été mesurée au moyen des indicateurs de résultante ci-après.

	Tableau 6. Brève description des indicateurs de résultante de l'OS4 et source des données	
4.1.A	Participation à l'établissement de normes internationales (<i>Codex Alimentarius</i> et Convention internationale pour la protection des végétaux [CIPV]) des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	Données secondaires
4.1.B	Amélioration de l'accès aux marchés internationaux grâce à l'adoption de directives volontaires et à la participation à des accords commerciaux	Données primaires
4.2.A	Mise en place d'un environnement favorable au développement de systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces	Données primaires
4.2.B	Mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (ODD 14.6.1)	Données secondaires
4.3.A	Capacités techniques et capacités de gestion des acteurs des chaînes de valeur	Données primaires
4.3.B	Instruments et services financiers et mécanismes de gestion des risques au service du développement de l'agriculture et des chaînes alimentaires	Données primaires
4.3.C*	Investissement dans les systèmes agricoles et alimentaires (ODD 2.A.1)	Données primaires et secondaires
4.4.A	Disponibilité, accessibilité et qualité des données et des outils/produits d'analyse et utilisation de ces éléments dans la prise de décisions en matière de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces	Données primaires

* Les résultats régionaux ne sont pas communiqués pour cet indicateur car les données nécessaires pour l'estimer ne sont pas disponibles ou sont de très médiocre qualité.

52. Pour chacun des indicateurs de résultante de l'OS4, la figure 4.1 présente la répartition des pays par type de changement de leur niveau de résultats sur la période 2015-2019; la figure 4.2 montre la contribution de la FAO à cette évolution; et les figures 4.3 et 4.4 illustrent la répartition des pays par niveau de résultats en 2019 et en 2015, respectivement.

53. Pour deux des indicateurs, à savoir les indicateurs 4.1.B et 4.3.A, on note une amélioration du niveau de résultats de la plupart des pays d'Afrique (90 pour cent et 92 pour cent respectivement) au cours de la période de quatre ans. La majorité des pays n'ont présenté aucun changement majeur au regard des indicateurs 4.2.A, 4.3.B et 4.4.A. Les pays de la région ont jugé la contribution de la FAO importante ou modérée pour les cinq indicateurs évalués (4.1.B, 4.2.A, 4.3.A/B, 4.4.A).

Indicateur de résultante 4.1.A

54. En 2019, 28 des 40 pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont participé à l'établissement de normes internationales sous l'égide du Codex et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)⁶.
55. Les résultats obtenus en 2015 selon cet indicateur ne sont pas communiqués car les informations statistiques de base ne sont pas disponibles (figure 4.4).

Indicateur de résultante 4.1.B

56. Entre 2015 et 2019, 90 pour cent des pays de la région ont amélioré leur niveau de résultats en matière de renforcement de l'accès aux marchés suite à l'adoption de directives volontaires internationales et à la participation à des accords commerciaux, tandis que les 10 pour cent restants ne présentaient aucun changement notable. En 2019, 28 pour cent des pays atteignent le niveau de résultats élevé ou moyen-élevé; 64 pour cent, le niveau moyen; et 8 pour cent, le niveau moyen-faible au regard de cet indicateur. En 2015, dans le même domaine, ils étaient 19 pour cent à obtenir le niveau de résultats moyen-élevé; 8 pour cent, le niveau moyen; et 72 pour cent, le niveau moyen-faible ou faible.

Indicateur de résultante 4.2.A

57. La mise en place d'un environnement favorable au développement de systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces a progressé dans 19 pour cent des pays, mais n'a enregistré aucun changement significatif dans le reste de la région. En 2019, 45 pour cent des pays atteignent le niveau de résultats élevé ou moyen-élevé, et 55 pour cent, le niveau moyen. En 2015, ils étaient 36 pour cent à se classer au niveau de résultats moyen-élevé et 64 pour cent, au niveau moyen.

Indicateur de résultante 4.2.B

58. En 2019, toute la région se classe au niveau de résultats moyen concernant la mise en œuvre des instruments internationaux visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.
59. Les résultats obtenus en 2015 selon cet indicateur ne sont pas communiqués car les informations statistiques de base ne sont pas disponibles.

Indicateur de résultante 4.3.A

60. Les capacités techniques et les capacités de gestion des acteurs des chaînes de valeur se sont améliorées dans la plupart des pays de la région (92 pour cent), les 8 pour cent restants n'enregistrant aucun changement majeur durant la période considérée. En 2019, 91 pour cent des pays atteignent le niveau de résultats moyen-élevé ou élevé, et 8 pour cent, le niveau moyen. Pour ce même indicateur, en 2015, 92 pour cent des pays se trouvaient au niveau moyen et 8 pour cent, au niveau moyen-faible.

Indicateur de résultante 4.3.B

61. Durant la période 2015-2019, 73 pour cent des pays d'Afrique n'ont enregistré aucun changement notable en matière d'amélioration de leurs instruments et services financiers ou de leurs mécanismes de gestion des risques au service du développement de l'agriculture et des chaînes alimentaires, tandis que 27 pour cent amélioraient leur niveau de résultats sur ces points. En 2019, 19 pour cent des pays se classent au niveau de résultats moyen-élevé; 8 pour cent, au niveau moyen; et 73 pour cent, au niveau moyen-faible ou faible. En 2015, en revanche, tous les pays se trouvaient au niveau moyen-faible ou faible pour ce même indicateur.

Indicateur de résultante 4.4.A

62. Concernant la disponibilité de données statistiques et l'utilisation de celles-ci dans les processus d'élaboration des politiques en rapport avec l'OS4, 72 pour cent des pays n'ont affiché aucun changement majeur. Vingt-huit pour cent ont amélioré leur niveau de résultats sur la période

⁶ L'indicateur mesurant la participation à l'établissement de normes internationales sous l'égide du Codex et de la CIPV n'est pas présenté dans les figures 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4, car il s'agit d'un indicateur binaire, qui ne permet pas une répartition par catégorie.

2015-2019. En 2019, 28 pour cent des pays sont au niveau de résultats moyen-élevé et 72 pour cent, au niveau moyen, tandis qu'en 2015, tous les pays se classaient au niveau moyen.

Contribution de la FAO

63. La contribution de la FAO au domaine d'activité de l'OS4 a été jugée importante par 75 pour cent des pays concernant la promotion d'un environnement propice à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces (4.2.A); les autres pays l'ont estimée modérée. La majorité des pays (plus de 80 pour cent) ont jugé modérée la contribution de la FAO à l'amélioration de l'accès aux marchés internationaux grâce à l'adoption de directives volontaires et à la participation à des accords commerciaux (4.1.B), au renforcement des capacités techniques et des capacités de gestion (4.3.A), à l'amélioration des instruments financiers (4.3.B) et à la disponibilité et l'utilisation de données et d'outils d'analyse (4.4.A).

Figure 4.1. Répartition des pays par type de changement de leur niveau de résultats sur la période 2015-2019, par indicateur de l'OS4

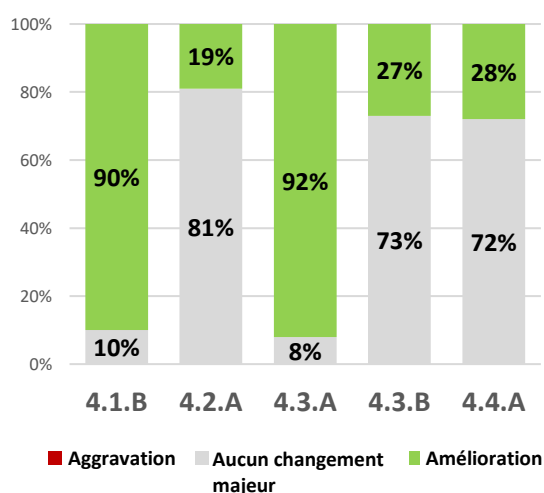


Figure 4.2. Contribution de la FAO au changement sur la période 2015-2019 (en % des pays), par indicateur de l'OS4

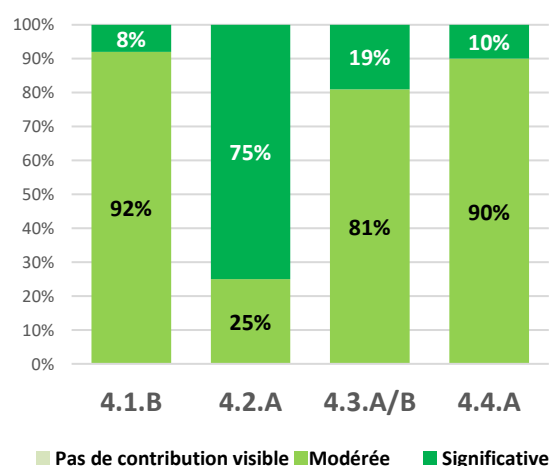


Figure 4.3. Pourcentage de pays par niveau de résultats et par indicateur de l'OS4 en 2019

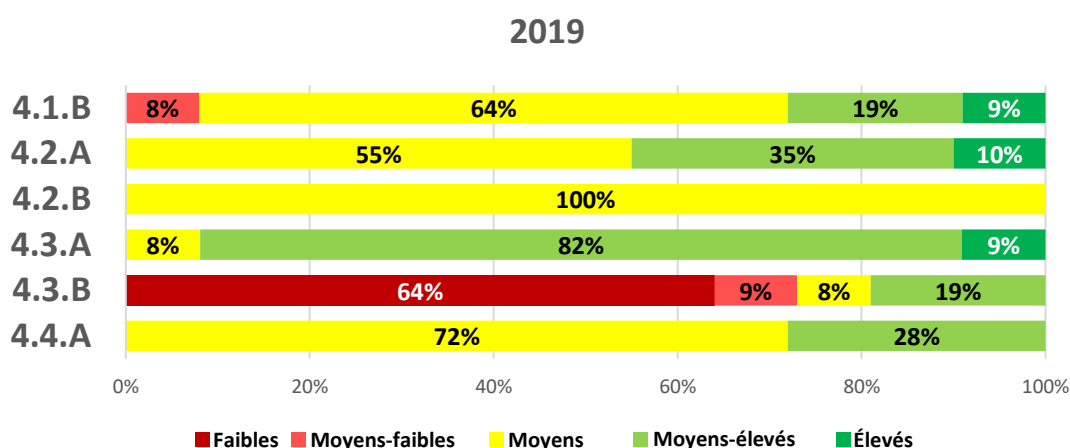
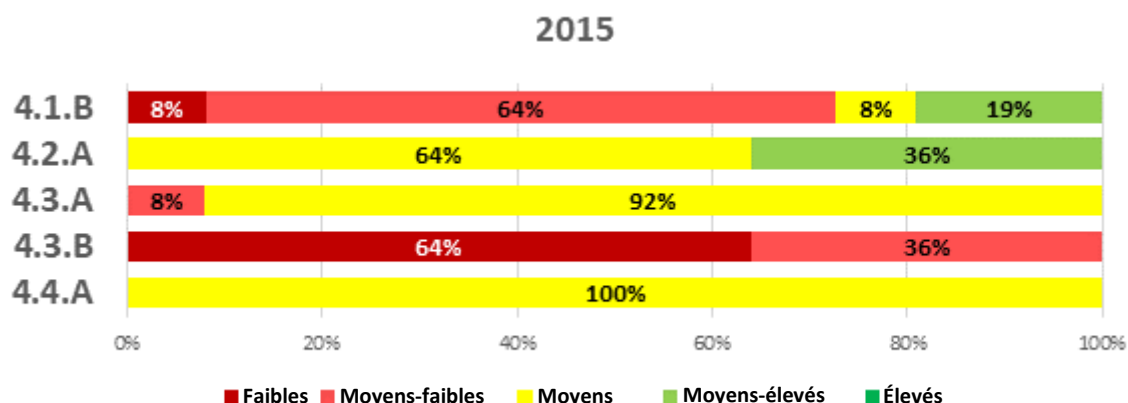


Figure 4.4. Pourcentage de pays par niveau de résultats et par indicateur de l'OS4 en 2015



Objectif stratégique 5 – Améliorer la résilience des moyens d’existence face à des menaces ou en situation de crise

64. L’objectif stratégique 5 (OS5) concentre les efforts sur une amélioration de la résilience des moyens d’existence face à des menaces ou en situation de crise. La contribution à cet objectif se mesure au moyen des indicateurs de résultante ci-après.

<i>Tableau 7. Brève description des indicateurs de résultante de l’OS5 et source des données</i>		
5.1.A	Gestion des risques de crise et de catastrophe concernant l’agriculture, l’alimentation et la nutrition, au moyen de politiques, de lois et de systèmes institutionnels	Données primaires
5.1.B*	Mise en place ou mise en œuvre d’une politique/une stratégie/un plan intégré visant à améliorer l’aptitude des pays à s’adapter aux incidences négatives des changements climatiques, à renforcer leur résilience face à ces changements et à favoriser de faibles émissions de gaz à effet de serre, sans menacer la production alimentaire (ODD 13.2.1)	Données secondaires
5.1.C*	Nombre de pays ayant intégré dans leurs programmes d’enseignement primaire, secondaire et tertiaire les questions relatives à l’adaptation aux changements climatiques, à l’atténuation des effets de ces changements et à la réduction de leur impact, ainsi qu’aux systèmes d’alerte rapide (ODD 13.3.1)	Données secondaires
5.2.A	Fourniture régulière d’informations et déclenchement d’interventions rapides pour contrer les menaces potentielles, connues et nouvelles pesant sur l’agriculture	Données primaires
5.3.A	Mesures de prévention et d’atténuation des impacts, permettant de réduire les risques pour l’agriculture, l’alimentation et la nutrition	Données primaires
5.3.B	a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par type de droit (ODD 5.A.1)	Données secondaires
5.3.C	Proportion de pays dotés d’un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d’accès à la propriété ou au contrôle des terres (ODD 5.A.2)	Données secondaires
5.4.A	Préparation et capacités de gestion des interventions	Données primaires

* Les résultats régionaux ne sont pas communiqués pour cet indicateur car les données nécessaires pour l’estimer ne sont pas disponibles ou sont de très médiocre qualité.

65. Pour chacun des indicateurs de résultante de l'OS5, la figure 5.1 présente la répartition des pays par type de changement de leur niveau de résultats sur la période 2015-2019; la figure 5.2 montre la contribution de la FAO à cette évolution; et les figures 5.3 et 5.4 illustrent la répartition des pays par niveau de résultats en 2019 et en 2015, respectivement.
66. La gestion des risques de crise et de catastrophe (5.1.A), les mesures prises pour contrer les menaces pesant sur l'agriculture (5.2.A) et les mesures d'atténuation des risques dans les domaines d'activité de l'OS5 (5.3.A) se sont améliorées dans la majorité des pays d'Afrique (plus de 75 pour cent) sur la période 2015-2019. La préparation et les capacités de gestion des interventions (5.4.A) n'ont guère évolué dans plus de la moitié des pays, mais se sont améliorées dans la minorité restante. La contribution de la FAO aux changements a été jugée importante par la plupart des pays pour les quatre indicateurs évalués.

Indicateur de résultante 5.1.A

67. Sur la période considérée, 85 pour cent des pays ont amélioré leur niveau de résultats sur le plan des capacités des institutions et des pouvoirs publics à réduire et gérer les risques de catastrophe. En 2019, 13 pour cent des pays se classent au niveau de résultats élevé; 72 pour cent, au niveau moyen-élevé; 8 pour cent, au niveau moyen; et 7 pour cent, au niveau moyen-faible. En 2015, cependant, ils n'étaient que 4 pour cent à atteindre le niveau moyen-élevé, tandis que 85 pour cent se classaient au niveau moyen et les 11 pour cent restants, au niveau moyen-faible.

Indicateur de résultante 5.2.A

68. Au cours de la période de référence, 76 pour cent des pays ont amélioré leurs capacités à déclencher des alertes précoces et des interventions rapides, les autres pays (24 pour cent) n'enregistrant aucun changement majeur. Sur le plan des résultats, 47 pour cent des pays atteignent le niveau moyen-élevé en 2019 et 53 pour cent, le niveau moyen. En 2015, ils étaient 71 pour cent à atteindre le niveau moyen, les 29 pour cent restants se classant au niveau moyen-faible.

Indicateur de résultante 5.3.A

69. Entre 2015 et 2019, 82 pour cent des pays ont amélioré leurs capacités à appliquer des mesures de prévention et d'atténuation, tandis que les 18 pour cent restants n'affichaient aucun changement notable. En 2019, 72 pour cent des pays sont au niveau moyen-élevé; 24 pour cent, au niveau moyen; et 4 pour cent, au niveau moyen-faible. En 2015, pour le même indicateur, on comptait 14 pour cent de pays au niveau moyen-élevé; 58 pour cent au niveau moyen; et 28 pour cent au niveau moyen-faible.

Indicateur de résultante 5.4.A

70. Sur la période considérée, 42 pour cent de pays ont amélioré leurs capacités de préparation et de gestion des interventions, tandis que 58 pour cent n'affichaient aucune évolution significative de leur niveau de résultats. En 2019, 47 pour cent des pays se classent au niveau moyen-élevé ou élevé; 46 pour cent, au niveau moyen; et 7 pour cent, au niveau moyen-faible. En 2015 toutefois, ils n'étaient que 8 pour cent à atteindre le niveau moyen-élevé, 80 pour cent se situant au niveau moyen et 11 pour cent, au niveau moyen-faible.

Contribution de la FAO

71. Sur l'ensemble des résultantes de l'OS5, la contribution de la FAO a été considérée comme étant importante ou modérée pour tous les pays africains. Plus précisément, 89 pour cent des pays ont jugé important le soutien de l'Organisation en matière de gestion des risques de crise et de catastrophe (5.1.A) et de mesures contre les menaces pour l'agriculture (5.2.A). Ils ont été 85 pour cent à percevoir la contribution de la FAO comme importante sur la question des capacités de préparation et de gestion des interventions (5.4.A) et 63 pour cent sur celle de la réduction des risques (5.3.A).

Figure 5.1. Répartition des pays **par type de changement de leur niveau de résultats** sur la période 2015-2019, par indicateur de l'OS5

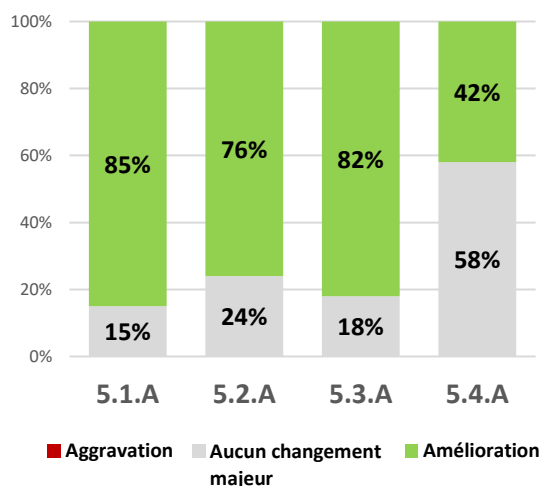


Figure 5.2. Contribution de la FAO au changement sur la période 2015-2019 (en % des pays), par indicateur de l'OS5

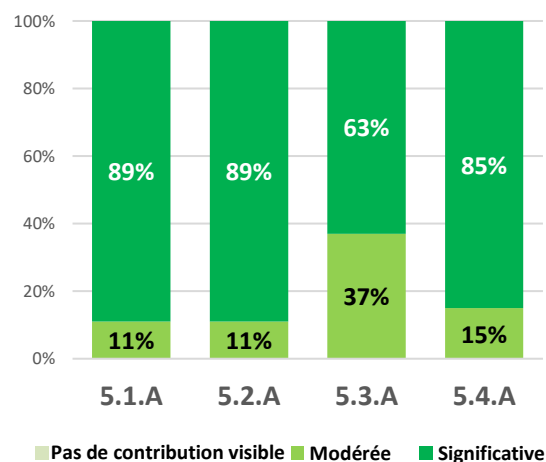


Figure 5.3. Pourcentage de pays par **niveau de résultats** et par indicateur de l'OS5 en 2019

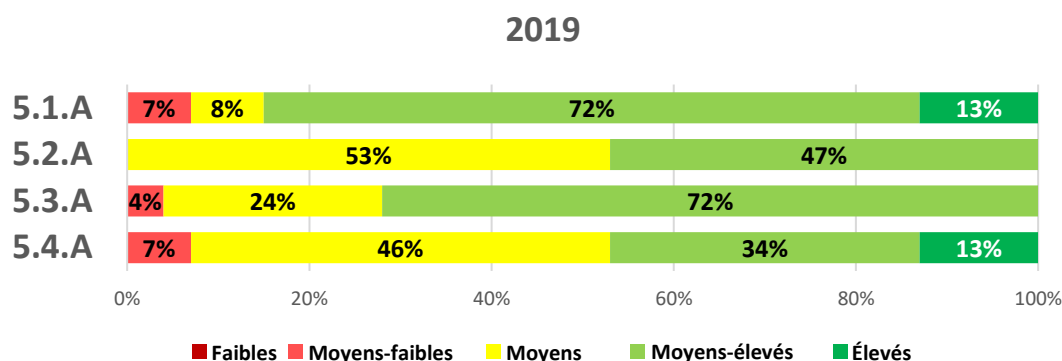


Figure 5.4. Pourcentage de pays par **niveau de résultats** et par indicateur de l'OS5 en 2015

